

Mairie de Montseret

PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS

Entre

La commune de MONTSERET, représentée par son Maire, Monsieur Yves FABRE, dûment habilité en vertu de la délibération n° XXXX en date du XXXX, ci-après désigné « la commune »

et,

la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois, représenté par André HERNANDEZ, Président, habilité par la délibération n°123/2021 du conseil communautaire du 15.09.2021, ci-après désignée « la CCRLCM ».

PREAMBULE

VU la loi n°2022-217 du 21 février relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration (dite loi 3DS) ;

VU la loi n°2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L.5214-16, L.5214-21, L.5721-2, et suivants, l'article L.2224-7 du même code ;

VU la délibération DE_2025_109 du 11 juin 2025 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé à l'unanimité le transfert partiel de la compétence « eau » à la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois sur le fondement de l'article L.5211-17-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération DE_2025_176 du 01 octobre 2025 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le principe de représentation-substitution au sein du SIAERO ;

VU l'arrêté préfectoral n° MCLI-INTERCO-2025-258 du 19/09/2025 par lequel le Préfet de l'Aude a prononcé le transfert de la compétence eau à la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois par les communes de Albas, Argens Minervois, Boutenac, Camplong d'Aude, Canet d'Aude, Conilhac Corbières, Coustouge, Escales, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Homps, Jonquières, Lagrasse, Lairière, Lanet, Luc Sur Orbieu, Montbrun des Corbières, Montséret, Ornaisons, Quintillan, Roquecourbe Minervois, Roubia, St André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, St Martin des Puits, Tournissan et Tourouzelle, à compter du 1er janvier 2026 ;

VU les statuts de la CCRLCM (ci-après CCRCLM) ;

VU les statuts du Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau de la région de l'orbieu (SIAERO);

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2026, la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois exercera la compétence « eau » sur le territoire des communes de Albas, Argens Minervois, Boutenac, Camplong d'Aude, Canet d'Aude, Conilhac Corbières, Coustouge, Escales, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Homps, Jonquières, Lagrasse, Lairière, Lanet, Luc sur Orbieu, Montbrun des Corbières, Montséret, Ornaisons, Quintillan, Roquecourbe Minervois, Roubia, Saint André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, Saint Martin des Puits, Tournissan et Tourouzelle ;

Considérant que la commune de Boutenac, Camplong d'Aude, Conilhac-Corbières, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Lagrasse, Luc sur orbieu, Montseret, Saint André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, Saint Pierre des Champs, Tournissan sont membres du SIAERO, au titre de la compétence adduction eau potable ;

Considérant qu'en application de l'article L.5214-21 du code général des collectivités territoriales et du principe de représentation-substitution, la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois deviendra membre du SIAERO en lieu et place des communes de Boutenac, Camplong d'Aude, Conilhac Corbières, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Lagrasse, Luc sur orbieu, Montseret, Saint André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, Saint Pierre des Champs, Tournissan;

Considérant qu'en vertu des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L1321-1, des deux premiers alinéas des articles L1321-3, L1321-4, L1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée,

La commune et la CCRLCM ont décidé d'établir, conformément aux dispositions des articles L1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un procès-verbal précisant les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Les deux collectivités ont ainsi convenu ce qui suit :

PREAMBULE.....	1
ARTICLE 1 ^{er} – OBJET.....	5
ARTICLE 2 – DUREE.....	5
ARTICLE 3 – ACTIF ET PASSIF TRANSFERES.....	5
3.1- Consistance des biens	5
3.1.1- Ouvrages et Équipements	5
3.1.2- Les accessoires des réseaux non transférés.....	6
3.1.3- Les biens mobiliers	6
3.1.4- Les clefs.....	6
3.2-Valeur comptable des immobilisations.....	6
3.3- Subventions d'équipement transférables.....	7
4-Emprunts.....	7
ARTICLE 4 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION.....	7
ARTICLE 5 – CONTRATS EN COURS	8
ARTICLE 6 – REVERSEMENT DU FCTVA PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM.....	8
ARTICLE 7 – ETAT DES RESTES A REALISER 2025 TRANSFERES A LA CCRLM.....	8
ARTICLE 8 – ETAT DES RESTES A FACTURER EN MATIERE DE ROLE D'EAU AU 31/12/2025.....	8
ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES EXCEDENTS PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM A L'ISSUE DE LA GESTION 2025.....	9
ARTICLE 10 – DESAFFECTATION DES BIENS	9
ARTICLE 11 - ASSURANCES	9
ARTICLE 12 – CONSTATS ET COMPTABILISATION DES TRANSFERTS	9
ARTICLE 13 - MODIFICATIONS.....	10
ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES.....	10
LES ANNEXES	11
Annexe 1 : Localisation des biens et des réseaux de distribution sur cartographie.....	11
Annexe 2 : dresse l'inventaire des biens mobiliers	13
Annexe 3 : Actifs mis à disposition par la commune à la CCRLCM.....	14
Annexe 4: Subventions transférées par la commune à la CCRLCM.....	15
Annexe 5 : Liste des contrats d'emprunt transférés	16
Annexe 6 : Ecritures comptables de la mise à disposition.....	17
Annexe 7 : Liste des contrats repris par la CCRLCM hors emprunts.....	18

Annexe 8 : liste des dépenses qui doivent faire l'objet d'un reversement de FCTVA à la
CCRLCM..... 19

Annexe 9 : Etat des restes à réaliser en dépenses et recettes à reprendre par la CCRLCM
..... 20

ARTICLE 1^{er} – OBJET

Par le présent procès-verbal, la commune met à la disposition de la CCRLCM, qui l'accepte, les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du service transféré dans les conditions précisées dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 – DUREE

La mise à disposition des biens visés à l'article 3 du présent procès-verbal est faite à compter du 1^{er} janvier 2026 et sans limitation de durée.

ARTICLE 3 – ACTIF ET PASSIF TRANSFERES

3.1- Consistance des biens

3.1.1- Ouvrages et Équipements

Nature	Dénomination	Parcelles cadastrales	Foncier	Date de mise en service	Equipements	Etat / observations	Télésurveillance
Stockage	Réservoir communal	B602/B627 Montsérét	Privé Mme Raynaud Mr Barthélémy	1995?	1 cuve de 200 m3 Vanne électrique sur batterie Panneau solaire	Etat de la cuve : NC Etat très dégradé de la chambre de vanne. Le GC s'écarte de celui de la cuve. Le décalage est progressif du bas vers le haut de la chambre de vanne et atteint 10 cm tout en haut	Oui
Surpresseur	Surpresseur les Clauses	Non cadastré, domaine communale	Commune de Montsérét	1995?	3 surpresseurs avec variateur 1 cuve de stockage 1 sonde + poires 1 compteur 1 vanne motorisée	Bon état	Oui
Canalisations	Canalisation de distribution en aval du réservoir	12 893 ml					

Tous les réseaux de distribution enterrés et aériens nécessaires à l'exercice de la compétence distribution d'eau propriété de la commune avant le 1^{er} janvier 2026 font l'objet d'une mise à disposition de la commune à la CCRLCM.

Les réseaux entièrement affectés à l'exercice de la compétence distribution d'eau sont identifiés dans une annexe cartographique permettant d'identifier à minima leur emplacement et leur état général (annexe 1).

Il est ici précisé que la commune a transféré la compétence adduction eau potable au SIAERO.

3.1.2- Les accessoires des réseaux non transférés

La commune restant chargée du service public de Défense Extérieure Contre les Incendies, celle-ci conserve la propriété et la responsabilité des points d'eau d'incendie (L.2225-1 du CGCT) pouvant se trouver sur le réseau de distribution.

Il en va de même pour les potences agricoles et les aires de lavage agricole.

3.1.3- Les biens mobiliers

La Commune peut disposer de biens mobiliers destinés à l'exercice de la compétence transférée.

Ceux-ci font l'objet d'une mise à disposition de la commune vers la CCRLCM. Toutefois, les biens mobiliers devant être remplacés à compter du 1^{er} janvier 2026 seront acquis par la CCRLCM et relèveront donc de sa propriété, tout comme les achats nouveaux biens mobiliers nécessaires à l'exécution du service public.

Les biens meubles entièrement affectés à l'exercice de la partie de compétence DISTRIBUTION en eau potable sont identifiés dans l'annexe 2 permettant de déterminer a minima l'état du bien et sa date d'acquisition.

3.1.4- Les clefs

La Commune a fourni les clefs aux services de la CCRLCM.

3.2-Valeur comptable des immobilisations

L'annexe 3 dresse la liste des biens objets de la mise à disposition.

Ces biens se composent de constructions et de biens mobiliers.

Suivant les documents comptables de la commune, le montant total des immobilisations transférées détaillé en annexe 3, s'élève à :

- 327 620.39 € en valeur d'origine
- 154 593.73 € d'amortissements antérieurs
- 173 026.66 € en valeur nette comptable

Ecritures comptables de mise à disposition

libellé	REMETTANT			BÉNÉFICIAIRE		
	Débit	Crédit	Montant	Débit	Crédit	Montant
Mise à disposition du bien	Dt 248	Ct 21351	93 874,18 €	Dt 217351	Ct 1027	93 874,18 €
Amortissement du bien	Dt 281351	Ct 2498	50 689,60 €	Dt 1027	Ct 28173	50 689,60 €
Mise à disposition du bien	Dt 248	Ct 21531	233 746,21 €	Dt 217531	Ct 1027	233 746,21 €
Amortissement du bien	Dt 281531	Ct 2498	103 904,13 €	Dt 1027	Ct 28175	103 904,13 €

3.3- Subventions d'équipement transférables

L'annexe 4 dresse la liste des subventions d'équipements transférables qui sont mis à disposition de la CCRLCM.

Suivant les documents comptables de la commune, le montant total des subventions transférées détaillé en annexe 4, s'élève à :

- 46 503.50 € en valeur d'origine
- 6 672.49 € d'amortissements antérieurs
- 39 831.01 € en valeur nette comptable

Ecritures comptables de mise à disposition :

libellé	REMETTANT			BÉNÉFICIAIRE		
	Débit	Crédit	Montant	Débit	Crédit	Montant
Transfert des subventions	Dt 13111	Ct 2498	22 038,00 €	Dt 1027	Ct 13111	22 038,00 €
Amortissement subventions	Dt 2498	Ct 139111	995,04 €	Dt 139111	Ct 1027	995,04 €
Transfert des subventions	Dt 1313	Ct 2498	24 465,50 €	Dt 1027	Ct 1313	24 465,50 €
Amortissement subventions	Dt 2498	Ct 13913	5 677,45 €	Dt 13913	Ct 1027	5 677,40 €

4-Emprunts

0 emprunts sont associés aux biens mis à disposition.

L'annexe 5 dresse la liste des emprunts transférés.

Ecritures comptables de mise à disposition :

libellé	REMETTANT			BÉNÉFICIAIRE		
	Débit	Crédit	Montant	Débit	Crédit	Montant
Transfert des emprunts	Dt 1641	Ct 2498	0,00 €	Dt 1027	Ct 1641	0,00 €

ARTICLE 4 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

Conformément à l'article L1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut pas être transmis à la CCRLCM.

La CCRLCM, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assume à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de

gestion. Il assure le renouvellement des biens immobiliers et autorise l'occupation des biens remis. Il en perçoit les biens et produits. Il agit en justice en lieu et place du propriétaire.

La CCRLCM bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation, ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

ARTICLE 5 – CONTRATS EN COURS

La CCRLCM se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition portant notamment sur des marchés publics que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services.

En principe, il appartient à la commune d'informer ses co-contractants de la substitution conformément aux dispositions de l'article L1321-2 du CGCT.

Si toutefois, des prélèvements automatiques d'abonnement (Electricité, téléphone...) venaient à être acquittés par la commune, elle émettra un avis des sommes à payer à l'encontre de la CCRLCM qui remboursera ces dépenses.

L'annexe 7 dresse la liste des contrats en cours hors emprunts.

ARTICLE 6 – REVERSEMENT DU FCTVA PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM

Le FCTVA finançant les biens mis à disposition et non encore perçu au 31/12/2025 feront obligatoirement l'objet d'un reversement par la commune à la CCRLCM dès réception.

Il appartiendra à la commune d'établir le mandat de dépense au profit de la CCRLCM sur l'imputation comptable 10222 dès réception de la recette correspondante.

La commune récupère le FCTVA en année **N+1**. La liste des dépenses devant faire l'objet d'un reversement de FCTVA est présentée en annexe 8.

ARTICLE 7 – ETAT DES RESTES A REALISER 2025 TRANSFERES A LA CCRLM

L'article R2311-11 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle que les restes à réaliser (RAR) correspondent aux dépenses engagées non mandatées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Dans le cadre du transfert de compétence, les restes à réaliser doivent être intégrés dans le nouveau budget annexe sur la base du présent procès-verbal.

L'annexe 9 dresse la liste des RAR à reprendre par la CCRLCM.

ARTICLE 8 – ETAT DES RESTES A FACTURER EN MATIERE DE ROLE D'EAU AU 31/12/2025

D'un commun accord entre les parties, si la commune n'a pas facturé l'utilisateur pour l'intégralité de la période entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025, le reliquat à facturer est cédé sans compensation de recettes à la CCRLCM.

La commune fournira à la CCRLCM avant le 31/01/2026, le dernier index de relève facturé aux usagers de la commune.

ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES EXCEDENTS PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM A L'ISSUE DE LA GESTION 2025

D'un commun accord entre les parties, la commune s'engage à reverser l'excédent de clôture du budget annexe M49 pour la partie EAU-ASSAINISSEMENT dans le mois qui suit le vote des comptes pour l'exercice 2025 selon les écritures comptables suivantes :

Ecritures de transfert des résultats	Fonctionnement		Investissement	
	CCRLCM	Commune	CCRLCM	Commune
Excédent	Titre au compte 758	Mandat au compte 658	Titre au compte 1068	Mandat au compte 1068

ARTICLE 10 – DESAFFECTATION DES BIENS

Conformément aux dispositions de l'article L1321-3 du code général des collectivités territoriales, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, la commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La CCRLCM bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés ne faisant pas partie du domaine public dans les conditions prévues à l'article L1321-3 du CGCT.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

La CCRLCM prendra à sa charge l'assurance « dommage aux biens » et « responsabilité civile » relative à l'ensemble des biens transférés à compter de la date du transfert. A ce titre, il se substituera à l'ensemble des responsabilités et des obligations du propriétaire. Les déclarations de sinistre seront gérées par ce dernier et les indemnités lui seront directement versées.

ARTICLE 12 – CONSTATS ET COMPTABILISATION DES TRANSFERTS

Ces mises à disposition de biens mobiliers et immobiliers relatives à la compétence « distribution d'eau potable » sont effectives à compter du 1^{er} janvier 2026. Le présent procès-verbal est validé des deux parties suivant délibération de leur organe délibérant et signature du président de la CCRLCM et du maire.

Ces mises à disposition seront comptablement constatées, respectivement par la commune et par la CCRLCM, par opérations d'ordre non budgétaires sur l'exercice comptable 2026.

Les reversements du FCTVA et de l'excédent feront l'objet d'opérations budgétaires.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant établi contradictoirement entre la Commune et la CCRLCM.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Avant tout recours contentieux et pour tout litige lié à l'application du présent procès-verbal, la Commune et la CCRLCM conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département en vue d'un règlement amiable du litige.

Fait à Lézignan-Corbières, en deux exemplaires, le

Pour la CCRLCM

Pour la commune de MONTSERET

Le Président,
André HERNANDEZ

Le Maire,
Yves FABRE

LES ANNEXES

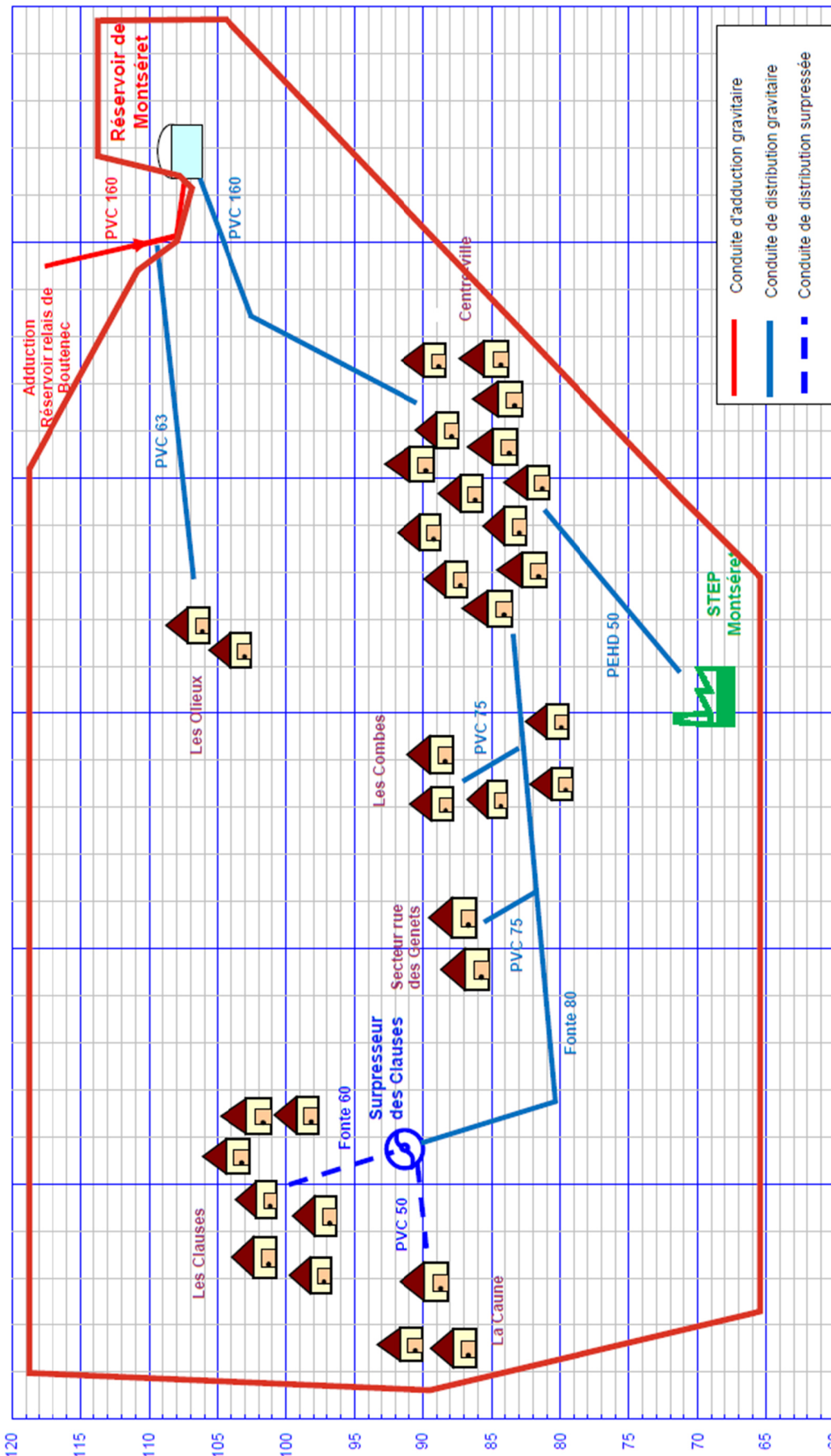
Annexe 1 : Localisation des biens et des réseaux de distribution sur cartographie



Profil altimétrique du réseau d'alimentation AEP de Montséret

Diagnostic et schéma directeur
eau potable
Mars 2023

ALTITUDE (m)



- Conduite d'adduction gravitaire
- Conduite de distribution gravitaire
- - - Conduite de distribution surpressée

Infrastructures propres à la compétence eau



12

Extrait SDAEP

Annexe 2 : dresse l'inventaire des biens mobiliers

Catégorie	Identification	Année de pose / fabrication	Marque	Etat / Observations
Electromécanique	(1) compteur distribution Clauses	NC	ITRON	Bon état
Electromécanique	(2) vanne motorisée	NC	SECTORIEL	DN50
Electromécanique	(3) Surpresseurs x3 en ligne/et cuve	P3 = 2022 P1 et P2=2020	GRUNDFOS	Bon état Elles sont équipées d'un variateur de vitesse (2009?)
Electromécanique	(4) Armoire électrique	2015		Bon état
Electromécanique	(5) Débitmètre distribution	2017	KROHNE Waterflux 3070 C	DN100
Electromécanique	(6) Vanne électrique réservoir	NC	BAYARD Hydrelec	bon état. Peut être pilotée à distance Cette vanne entraîne une consommation d'eau de 365 m3/an
Electromécanique	(7) Télésurveillance surpresseur	NC	SOFREL S550	Gérée par Véolia
Electromécanique	(8) Télésurveillance réservoir	NC	SOFREL S4W	Gérée par Véolia

Annexe 3 : Actifs mis à disposition par la commune à la CCRLCM

Compte	N° INVENTAIRE	N° INVENTAIRE après transfert	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORT.	VALEUR BRUTE	AMORT. ANTÉRIEURS	AMORT. DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
21351	1	MTS-EAU-1	RESERVOIR	01/01/1999	50	93 265,63	48 521,36	1 865,00	42 879,27
21351	2	MTS-EAU-2	SURPRESSEUR RESERVOIR	01/01/1999	50	608,55	291,24	12,00	305,31
			21351 Résultat			93 874,18	48 812,60	1 877,00	43 184,58
21531	01-2022	MTS-EAU-3	maillage reseau surpresse	26/04/2022	50	5 020,15	200,00	100,00	4 720,15
21531	1 2	MTS-EAU-4	RESERVOIR	01/01/1999	50	2 856,00	0,00	1 428,00	1 428,00
21531	01-2012	MTS-EAU-5	CHANGEMENT BRANCHEMENT PLOMB	01/01/2012	50	65 305,00	14 366,60	1 306,00	49 632,40
21531	1-21531	MTS-EAU-6	RESEAU EAU	26/06/2012	50	66 173,05	46 318,82	1 323,00	18 531,23
21531	21531-4	MTS-EAU-7	AEP LACOMBE	26/06/2012	50	25 395,82	12 693,20	507,00	12 195,62
21531	02-2012	MTS-EAU-8	MODIFICATION CONDUITE RESERVOIR	01/01/2012	50	4 716,00	1 130,24	94,00	3 491,76
21531	5-21531	MTS-EAU-9	TRAVAUX AEP SADE	26/06/2012	50	30 823,78	15 409,47	616,00	14 798,31
21531	6-21531	MTS-EAU-10	EXTENSION EAU CHEMIN DE SOURCE	26/06/2012	50	11 803,40	5 901,20	236,00	5 666,20
21531	7-21531	MTS-EAU-11	FENFORCEMENT RESEAU EAU	26/06/2012	50	4 381,57	2 187,60	87,00	2 106,97
21531	08-2022	MTS-EAU-12	shema directeur eau	06/04/2023	0	17 271,44	0,00	0,00	17 271,44
			21531 Résultat			233 746,21	98 207,13	5 697,00	129 842,08
Grand Somme						327 620,39	147 019,73	7 574,00	173 026,66

Annexe 4: Subventions transférées par la commune à la CCRLCM

COMPTE	N° INVENTAIRE	DESIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DUREE AMORT.	VALEUR BRUTE	AMORT. au 31/12/2025	VALEUR NETTE
13111	MTS-EAU-1-subv	Réhab. Réseaux AEP	08/01/2022	50	5 676,00 €	340,56 €	5 335,44 €
	MTS-EAU-2-subv	Schéma directeur EP-Ag. de l'eau	02/12/2023	50	16 362,00 €	654,48 €	15 707,52 €
		total 13111 :			22 038,00 €	995,04 €	21 042,96 €
1313	MTS-EAU-3-subv	Réparation réseaux AEP	31/12/2012	50	16 200,00 €	4 212,00 €	11 988,00 €
	MTS-EAU-4-subv	Réseaux EP	31/12/2015	50	600,00 €	120,00 €	480,00 €
	MTS-EAU-5-subv	Réhab. Réseaux AEP	31/12/2015	50	6 623,00 €	1 324,60 €	5 298,40 €
	MTS-EAU-6-subv	Schéma directeur AEP - Dpt	14/11/2024	50	1 042,50 €	20,85 €	1 021,65 €
		total 1313 :			24 465,50 €	5 677,45 €	18 788,05 €
		total :			46 503,50 €	6 672,49 €	39 831,01 €

Annexe 5 : Liste des contrats d'emprunt transférés

Aucun emprunt à transférer sur ce budget.

Annexe 6 : Ecritures comptables de la mise à disposition

libellé	REMETTANT			BÉNÉFICIAIRE		
	Débit	Crédit	Montant	Débit	Crédit	Montant
Mise à disposition du bien	Dt 248	Ct 21351	93 874,18 €	Dt 217351	Ct 1027	93 874,18 €
Amortissement du bien	Dt 281351	Ct 2498	50 689,60 €	Dt 1027	Ct 28173	50 689,60 €
Mise à disposition du bien	Dt 248	Ct 21531	233 746,21 €	Dt 217531	Ct 1027	233 746,21 €
Amortissement du bien	Dt 281531	Ct 2498	103 904,13 €	Dt 1027	Ct 28175	103 904,13 €
Transfert des subventions	Dt 13111	Ct 2498	22 038,00 €	Dt 1027	Ct 13111	22 038,00 €
Amortissement subventions	Dt 2498	Ct 139111	995,04 €	Dt 139111	Ct 1027	995,04 €
Transfert des subventions	Dt 1313	Ct 2498	24 465,50 €	Dt 1027	Ct 1313	24 465,50 €
Amortissement subventions	Dt 2498	Ct 13913	5 677,45 €	Dt 13913	Ct 1027	5 677,40 €
Transfert des emprunts	Dt 1641	Ct 2498	0,00 €	Dt 1027	Ct 1641	0,00 €

Annexe 7 : Liste des contrats repris par la CCRLCM hors emprunts

- Substitution, à compter du 01.01.2026, de la commune de Montsérret par la CCRLCM dans le contrat de DSP AEP avec la société Véolia
- Schéma directeur d'eau potable avec la société AZUR environnement

Annexe 8 : liste des dépenses qui doivent faire l'objet d'un reversement de FCTVA à la CCRLCM

- Annexe non complétée, les déclarations sont établies fin du premier trimestre 2026
- La commune se chargera de transmettre le document ultérieurement

Annexe 9 : Etat des restes à réaliser en dépenses et recettes à reprendre par la CCRLCM

RESTES A REALISER EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Articles	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits à annuler
Operation : 0 - Hors équipement					
1641	Emprunts en euros	4 380,00	4 371,57	0,00	8,43
Total	0 - Hors équipement :	4 380,00	4 371,57	0,00	8,43
Operation : 13 - CONSTRUCTION NOUVELLE STEP					
2031	Frais d'études	0,00	3 849,00	0,00	3 849,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
Total	13 - CONSTRUCTION NOUVELLE STEP :	5 000,00	3 849,00	0,00	1 151,00
Operation : 15 - Renforcement alimentation eau potab					
21531	Réseaux d'adduction d'eau	90 000,00	1 100,00	80 000,00	8 900,00
Total	15 - Renforcement alimentation eau potab :	90 000,00	1 100,00	80 000,00	8 900,00
Opération : 16 - Travaux reseau d'assainissement_sch					
21532	Réseaux d'assainissement	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00
Total	16 - Travaux reseau d'assainissement_sch :	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00
Opération : 17 - RACCORD AU RESEAU ASSAINISSEMENT					
21532	Réseaux d'assainissement	28 397,67	0,00	28 000,00	397,67
Total	17 - RACCORD AU RESEAU ASSAINISSEMENT :	28 397,67	0,00	28 000,00	397,67
		187 777,67	9 320,57	168 000,00	10 457,10

Robert Subias



RESTES A REALISER EN RECETTES D'INVESTISSEMENT

Articles	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits à annuler
13	Subventions d'investissement	34 711,70	0,00	34 711,70	0,00
1313	Subv. équipt Départements	3 632,50	0,00	3 632,50	0,00
1313	Subv. équipt Départements	1 113,20	0,00	1 113,20	0,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	16 362,00	0,00	16 362,00	0,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	13 604,00	0,00	13 604,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00
		34 711,70	0,00	34 711,70	0,00

Robert Subias

